

# Communisme-ouvrier

0,20€

www.communisme-ouvrier.info | contact@communisme-ouvrier.info | 06 17 56 01 74

## Fin de règne mais pas de la lutte

Dans la France entière il n'est plus qu'un soupir : « encore trois mois à supporter Sarkozy et sa clique au service des plus riches ». La bourgeoisie a déjà préparé sa relève : ce sera une austérité moins criarde dans l'attente d'un très hypothétique redémarrage de la croissance. Mais le capitalisme s'enfoncé toujours davantage dans une crise permanente, l'expansion du capital se heurte chaque fois à de nouvelles impasses : les gains de productivité, les délocalisations et les spéculations sur le capital fictif n'y suffisent plus.

Nous ne sommes pas là pour chercher des solutions à la crise ou proposer un capitalisme sous « contrôle démocratique » avec des banques nationalisées, nous voulons en finir avec lui. Nous luttons pour le socialisme, contre le capitalisme bourgeois actuel et contre le capitalisme d'État qui n'est aucunement une alternative émancipatrice. Ce projet global de remplacement du système actuel, c'est notre programme de communistes. Pour tirer les leçons du passé, il faudra un pouvoir ouvrier qui avance le plus rapidement possible vers

l'éradication de ce qui est au cœur du capitalisme : l'exploitation salariale. Et agir sur ce véritable élément-clé de la bascule vers le socialisme qu'est l'abolition du salariat, cela veut forcément dire avancer vers une économie non-marchande par la généralisation de la gratuité.

Le capitalisme n'a aucun avenir. Selon un sondage, quasiment la moitié des américains eux-mêmes n'y croient plus. D'autres crises vont venir, plus dures encore. Nous ne devons pas être surpris par la révolution, nous devons porter un programme d'émancipation à la fois radical et crédible lorsqu'aux moments décisifs, lorsque les tous derniers rafistoleurs de la société bourgeoise auront échoué, il faudra probablement s'affronter à l'autre alternative au socialisme : la réaction la plus totale.



■ Stéphane Julien

## Pour cinq cent signatures de plus...

En France, la mascarade présidentielle commence, rituellement, par la recherche des fameuses « cinq cent signatures » nécessaires pour être candidat. L'existence de cette procédure est une belle illustration de la conception bourgeoise de la démocratie, et du fonctionnement réel de l'État capitaliste.

Un petit rappel historique, tout d'abord: sous les troisième et quatrième républiques, le président avait une fonction assez limitée, plus symbolique qu'autre chose, tandis que la réalité de l'exécutif était confiée au président du conseil, c'est-à-dire au premier ministre, responsable devant l'assemblée nationale. La constitution de la cinquième république, le fameux « coup d'état permanent », avait renforcé les pouvoirs du président, un rôle taillé sur mesure pour le général de Gaulle. Mais il restait élu par le parlement, jusqu'à l'institution de l'élection au suffrage universel direct ; en apparence plus démocratique, ce changement visait à renforcer la stabilité et la puissance du pouvoir exécutif.

Au départ, 100 signatures de maires (ou de conseillers généraux) seulement étaient nécessaires, mais les élections de 1969, après la grève générale de mai 68 et la démission du général de Gaulle, avaient permis l'émergence d'une puissante extrême-gauche. Le seconde classe Alain Krivine, alors appelé du contingent, parvint à obtenir les 100 signatures pour représenter la Ligue communiste. Aux élections suivantes, le seuil fut rehaussé à 500 signatures, ce qui n'empêcha pas la multiplication des candidatures d'extrême-gauche, culminant avec un total de 11% des suffrages exprimés en 1995, après une nouvelle grève massive. L'objectif évident des 500 signatures, c'est-à-dire de faire barrage à l'extrême-gauche - et plus généralement, à l'émergence de « petits candidats » susceptibles de capter une partie de l'électorat. C'est le dilemme de base de la démocratie bourgeoise : comment « donner le choix » sans perdre le contrôle.

Plutôt que d'élever le seuil une fois encore, plusieurs garde-fous plus discrets et plus surnois ont été mis en place. Des

pressions plus ou moins discrètes sont exercées par les partis politiques sur leurs élus pour qu'ils ne donnent pas leurs signatures à d'autres candidats que celui du parti : c'est la position officielle du PS pour les présidentielles 2012, mais ce n'est guère une nouveauté. Les maires de petites communes, cible privilégiés des « petits candidats », sont généralement non-encartés, mais le rôle croissant de l'intercommunalité et des conseils généraux permettent d'exercer un second niveau de pression sur ceux qui pourraient être tentés de donner leur signature pour des raisons démocratiques. Le système de financement public des partis politiques, présenté comme un moyen de lutter contre la corruption, est conçu pour favoriser les partis en place, les émergents n'ayant droit à aucune aide. Enfin, l'obscène appel au « vote utile », qui est la manière par laquelle la démocratie se nie elle-même, exprime précisément la réalité du système : il ne s'agit pas de voter pour un candidat de son choix, pour des idées auxquelles on adhère, mais pour le moins pire, de voter contre celui qu'on aime le moins.

Voilà donc la conception capitaliste de la démocratie : un système construit pour donner une sensation de choix, un parfum de liberté, une ombre de décision, là où tous les verrous institutionnels ont été placés pour garantir que le choix se fera seulement entre des options définies à l'avance. Cette illusion démocratique masque la réalité d'un monde où, 35 heures par semaine, la plupart d'entre nous n'avons d'autre choix que d'obéir à des maîtres que nous n'avons jamais choisis, jamais élus, mais qui peuvent nous exploiter à leur guise, qui peuvent à chaque instant nous priver de notre droit à l'existence, de notre dignité : le monde de l'entreprise est une dictature, et c'est l'existence de cette dictature qui conditionne la « démocratie » bourgeoise dans son ensemble.

■ Nicolas Dessaux

**Sommaire** | Fin de règne mais pas de la lutte, Pour 500 signatures de plus p 1. | Solidarité avec Xavier Mathieu, Lutte dans l'éducation en Normandie p 2. | Face aux licenciements à PSA p 3. | Répression en Iran, Télécharger le communisme p 4.

## Solidarité avec Xavier Mathieu

Amiens, le 4 janvier 2012 - Xavier Mathieu, porte-parole des Conti et du monde ouvrier, est poursuivi depuis 2010 pour avoir refusé de se soumettre au fichage ADN, comme l'exige la nouvelle loi sur le fichage génétique. Ces faits font suite à sa condamnation pour les actions menées en 2009 avec ses camarades, à l'occasion de son combat syndical de l'époque contre la fermeture de l'usine Continental de Clairoux.

Au-delà des questions sur des libertés privées, Xavier Mathieu, par son acte de désobéissance face à cette loi liberticide et anti-syndicaliste, a clairement refusé, au nom de tous les syndicalistes et militants, la criminalisation des luttes ouvrières.

Aucune action menée dans le cadre d'un mouvement social ne devrait être considérée comme un crime et aucun syndicaliste ni militant ne devrait être traité comme un criminel et fiché comme tel. Les magistrats de première instance ont été de même avis et l'ont confirmé en relaxant totalement Xavier Mathieu au mois de juin 2011.

Le procureur ayant fait appel, continuant cet acharnement contre Xavier, il s'est présenté, le 4 janvier 2012 à 13h30, devant la Cour d'Appel d'Amiens.

Un cortège d'environ 500 personnes, composés principalement des anciens ouvriers de l'usine Continental de Clairoux, des syndicalistes et des militants de gauche, a défilé au départ de la gare d'Amiens jusqu'au Palais de Justice d'Amiens où un rassemblement a été prévu en soutien à Xavier Mathieu. Malgré le froid et la pluie et une présence imposante de CRS, les soutiens de Xavier sont restés sur place jusqu'au bout. Ils étaient accompagnés par des artistes engagés qui ont assuré l'animation une bonne partie de la journée : La Compagnie Jolie Mome, La Rabia, HK et les Saltimbanks.

Dans la joie et la bonne humeur, souriants, pleins d'espoir et le poing levé, en attendant la sortie de Xavier, les Conti, le monde ouvrier et les militants ont encore une fois démontré leur solidarité, leur capacité de se rassembler et leur force de conviction.

Sous les drapeaux rouges, un seul mot d'ordre : « On ne lâche

rien, tous ensemble avec Xavier ».

Vers 16h, Xavier est sorti de l'audience et a annoncé que le procureur a requis cette fois-ci une peine d'amende allant de 1000 à 1500 €, abandonnant ainsi la peine d'un mois de prison demandée précédemment.

Lors d'un discours improvisé et rempli d'émotions, Xavier Mathieu a remercié tous ses soutiens et a rappelé que le combat continue en leur donnant rendez-vous le 3 février 2012 à Amiens, à 9h30, le jour où la décision mise en délibéré sera prise par des juges.

■ **Correspondant ICO**

*Le 3 février, le tribunal a rendu son jugement : Xavier Mathieu a été condamné à 1.200 euros d'amende pour refus de prélèvement ADN.*

### Petites victoires syndicales face à la précarité

Dans le Doubs, soutenue par la CGT, une salariée en CDD de l'ADDSEA (secteur social) a saisi le conseil des prud'hommes de Montbéliard. Le 19 janvier 2012, le conseil des prud'hommes a rendu son jugement et décidé de la requalification du CDD en CDI. La direction a ainsi été condamnée à payer à la salariée 1515,50 euros pour utilisation abusive de CDD, 1515,50 euros de préavis de rupture du contrat de travail (le CDD étant devenu un CDI, la fin du contrat devient un licenciement) et 40 euros au titre de l'article 700 du nouveau code de procédure pénal.

Le 30 janvier, au Mans, c'est l'Etat qui a été condamné pour utilisation abusive de travail précaire. 43 salariés en « contrats d'avenir », travaillant comme Employés de Vie Scolaire (EVS) ont obtenu une indemnité comprise entre 10.000 et 15.000 euros par salarié. Le Conseil des Prud'hommes du Mans a en effet suivi les salariés sur le fait que l'Education Nationale profitait du faible coût des travailleurs en contrats aidés sans leur offrir la moindre formation. Par contre, 17 salariés ont été déboutés pour n'avoir pas payé la taxe de 35 euros lors de la saisine des prud'hommes. Si ces deux jugements montrent que l'on peut lutter contre le travail précaire, le second rappelle en plus la nécessité de poursuivre la mobilisation pour la gratuité des prud'hommes.

■ **Camille Boudjak**

## Normandie : l'Education en lutte

Dans l'Éducation nationale, 410 postes sont annoncés supprimés en Basse-Normandie pour la rentrée 2012. Si l'on ajoute que des centaines d'équivalent-postes dont déjà assurés par les heures supplémentaires dans le second degré, cela équivaut à ce qu'on appellerait un plan social dans l'industrie. Ce sont les écoles et les lycées professionnels (-10%) qui sont les plus touchés.

Dans les 88 postes supprimés dans le premier degré pour le seul Calvados, 47 sont des enseignants RASED, ces maîtres spécialisés dans l'aide aux enfants les plus en difficultés dans les écoles, qu'ils aient des difficultés à entrer dans l'apprentissage de la lecture ou à devenir élèves. 2 500 d'entre eux vont être supprimés au niveau national : c'est la mort du dispositif, créé en 1990 en modification d'un précédent, les GAPP, fondés eux en 1976. Dans le même ordre de mépris des élèves les plus fragiles, les 9 maîtres de soutien en zones d'éducation prioritaire disparaissent. Dès l'annonce de ces mesures, les maîtres spécialisés ont diffusé avec succès vers les parents d'élèves un tract-pétition. Une soirée avec projection d'un film sur le travail des RASED a réuni 400 personnes lundi soir à Mézidon-Canon, soit un habitant sur dix.

Dans le premier degré, la journée du 31 janvier était annoncée comme journée d'action, sans grève nationale. 52 départements ont été en grève. A Caen, la grève avait été décidée tard. Ce n'est que jeudi 26 au matin que les écoles apprenaient un appel départemental, sachant que des préavis individuels de 48 heures ouvrables sont désormais imposés et que de nombreuses écoles n'ont pas de fax.

Le 31, plusieurs profs du second degré étaient partis tôt le matin pour une manif nationale à Paris. L'AG des grévistes,

en fin de matinée, a eu une participation intéressante (plus qu'à des AG enseignantes durant la lutte sur les retraites de septembre-octobre 2010), ses débats ont été pollués par la campagne pré-présidentielles et la proximité des vacances rend difficile l'action sur la durée. Une camarade de SUD a expliqué à l'AG l'état d'avancement de la régionalisation de l'enseignement professionnel et la transformation des GRETA en GIP, où des fonctionnaires d'État vont perdre leurs statuts et où jeunes apprentis et chômeurs en reclassement vont bientôt cohabiter dans les mêmes murs.

L'après-midi, un rassemblement était organisé devant le Rectorat. Un autre a eu lieu le 1 février devant l'Inspection académique, où 700 personnes se sont mobilisées.

En dépit de conditions difficiles d'organisation (appel tardif imposé par l'ampleur des suppressions et la réactivité des personnels, divisions syndicales sur les suites à donner) et de calendrier (proximité des vacances et des élections), cette journée de grève et la mobilisation des jours précédents ont remis les enseignants dans l'action après la grève catastrophique du 15 décembre dernier, et développé des solidarités avec les parents face à une casse ciblée sur les familles populaires (aides aux difficultés scolaires et enseignement professionnel).

■ **Stéphane Julien**

Pour recevoir régulièrement notre bulletin en PDF, écrivez nous à : [contact@communisme-ouvrier.info](mailto:contact@communisme-ouvrier.info)

Pour soutenir l'Initiative Communiste-Ouvrière, vous pouvez faire un virement sur le compte « Un monde meilleur », Crédit Mutuel Nord Europe, Coordonnée Bancaires : Banque : 15629 Guichet : 02715 Compte : 00042945701 Clef : 57 ou par chèques adressés à « Un monde meilleur », c/o Nicolas Dessaux, 21 rue Jules Vallès, 59800 Lille

# PSA : Face aux licenciements et aux suppressions d'emplois

*Dans le cadre du plan de 6800 suppressions d'emplois annoncées par PSA le 15 novembre, la direction veut supprimer la production de 206+ et de 308 à Mulhouse d'ici le mois de mars ce qui va entraîner le licenciement de 600 intérimaires. Absurdité de la logique capitaliste, alors qu'à Mulhouse des centaines d'intérimaires vont retrouver la galère du chômage, à l'usine de Sochaux il est question d'imposer des samedis travaillés pour produire des 308. Aussi, le 26 janvier, la CGT avait décidé d'une journée d'action sur la ville pour dénoncer ce plan de licenciement des ouvriers intérimaires. Entretien avec Vincent Duce, ouvrier à l'usine PSA de Mulhouse, militant de la CGT et du Courant Communiste Révolutionnaire du NPA.*



- Le 26 janvier, la CGT de l'usine PSA de Mulhouse a organisé une action contre le licenciement de 600 ouvriers intérimaires. Pourtant, le 15 novembre, lorsque PSA a présenté son plan de suppression de postes, patrons et politiciens disaient qu'il n'y aurait pas de licenciement. Peux-tu nous en dire plus ?

- Vincent Duce : En effet si tu pars du principe que 600 intérimaires mis en fin de mission ne sont pas des licenciements et que le plan de suppressions d'emplois plus connus sous le nom de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), qui consiste à faire partir du monde dans le cadre des projets personnels ou encore partir en retraite de façon anticipée avec un maximum de 45 mille euros après plus de 40 ans de boîte et au Pôle Emploi aussi. En réalité c'est bien un licenciement économique payé intégralement par nos impôts, une arnaque d'une ampleur que les gens ne peuvent pas imaginer. Que ce soient les intérimaires ou les embauchés, c'est bien tous ensemble que nous devons nous y opposer, c'est une question cruciale pour l'avenir de notre classe et de nos enfants .

- Au delà des ouvriers intérimaires qui sont envoyés au Pôle Emploi, quelles sont les conséquences de ces licenciements pour les autres ouvriers de l'usine ?

- Et bien dans un premier temps l'objectif c'est de démonter une équipe entière de la chaîne 206/308, plus de 557 salariés et de les reclasser dans les autres équipes. C'est bien ces salariés qui sont sensés remplacer les intérimaires qui vont être virés en mars, mais surtout faire baisser la masse salariale globale et de supprimer plus de 700 postes.

- Et pour ceux des autres sites du groupe ?

- Pour les autres sites du groupe PSA, Sochaux va récupérer les 208 que Mulhouse ne fera plus et saturer le site de Sochaux avec à la clé une aggravation des conditions d'exploitation et de samedis obligatoires et le site de Poissy va recevoir une partie de l'activité d'Aulnay pour permettre de fermer le site d'Aulnay. C'est pourquoi la mobilisation contre la fermeture d'Aulnay est centrale en terme de lutte. notre détermination doit être sans faille avec un seul mot d'ordre pas un poste supprimé, pas une usine ne doit fermer. Nous devons répondre à l'appel des camarades d'Aulnay qui seront encore mobilisés samedi 18 février (1).

Et as-tu une idée des conséquences pour les travailleurs des entreprises de sous-traitance ?

Et bien ce sont en fait des suppressions d'emplois d'ampleur aux quelles nous allons assister puisque la plus part des sous-traitants vivent en perfusion en fonction du donneur d'ordre qu'est PSA. Si la production baisse chez PSA de façon mécanique, c'est la même chose chez les équipementiers avec les mêmes conséquences voire encore pire. Pour prendre un seul exemple le site de Pulversheim qui travaille en flux tendu avec PSA Mulhouse, et qui a perdu le marché de la C4 l'année dernière et donc ne livre plus que les sièges pour les 208/308, risque de fermer ses portes avec l'arrêt

d'une équipe à Mulhouse.

- Quel est le sentiment dans les ateliers à l'usine de Mulhouse ?

- Le sentiment de colère est très grand et également de peur du lendemain. Les intérimaires n'ont aucune perspective de travail ailleurs et les embauchés eux vont se retrouver avec des postes surchargés, avec des cadences infernales. Les anciens et les malades sont dans le collimateur de la direction et nous sommes confrontés de façons quotidienne aux suppressions de postes de salariés à capacité restreinte et les licenciements de ces salariés risquent encore de s'aggraver. Les anciens sont poussés vers la porte via le plan de départs.

- As-tu des échos de luttes dans d'autres usines contre le plan de suppressions d'emplois chez PSA ?

- Et bien oui, les luttes dans les autres usines sont bien sur les salariés d'Aulnay qui luttent contre le plan de suppressions d'emplois et pour la survie de leur usine, mais également les travailleurs de Sevel-Nord qui eux aussi sont sous le coup d'une fermeture avec des arrêts de travail. En fait, dans la plupart des sites, il y a des actions contre le plan de suppressions d'emplois, d'abord contre le licenciement des intérimaires, mais l'idéal serait de se coordonner entre tous les sites et les sous-traitants pour être une force collective qui peut être le moteur d'une lutte d'ensemble .

- Avec l'approche des présidentielles, de nombreux candidats semblent découvrir l'existence des ouvriers. Sarkozy, Hollande, Bayrou, Le Pen... cherchent à s'adresser aux travailleurs menacés de licenciements en parlant de "patriotisme économique", de "produire et consommer français", etc. Quel est ton avis sur la question ?

- Aujourd'hui les idées nationalistes réactionnaires font le lit du repli sur le territoire national alors que le vrai problème réside dans l'existence d'un système qui ne crée que misère et souffrance de masse, c'est le capitalisme. Nos ennemis ne sont pas les travailleurs des autres pays mais bien leurs patrons qui sont également les nôtres. Le patriotisme, quel qu'il soit, est étranger au intérêts de la classe ouvrière qui est mondiale. Même patrons, même combat contre les exploiters du monde entier.

- Quelles sont selon toi les perspectives pour continuer la lutte contre les licenciements à PSA Mulhouse ?

- Je pense que nous devons continuer à organiser les intérimaires et les embauchés pour les faire lutter ensemble contre les suppressions d'emplois, qui sont une attaque d'une force terrible contre nos vies et celles de nos enfants. Nous sommes condamnés à lutter et à gagner et ceci dans un cadre encore plus large que le seul site de PSA Mulhouse.

(1) Les ouvriers de PSA Aulnay appellent à une manifestation le 18 février à 13 h 30, Place du Général de Gaulle, à Aulnay / Bois (93) contre la fermeture de l'usine.

# Vague de répression anti-ouvrière en Iran

Liste de militants ouvriers emprisonnés en Iran :

**Sediq Karimi** : Membre du bureau exécutif du Syndicat Libre des Ouvriers Iraniens. Arrêté le 31 janvier 2012 et détenu à Sanandaj.

**Ali Akhavarani**: Militant ouvrier à Téhéran, Ali a été arrêté le 28 janvier 2012.

**Shis Amani** : Membre du Bureau Exécutif du Syndicat Libre des Ouvriers Iraniens. Arrêté le 16 janvier 2012 et détenu à Sanandaj.

**Mehdi Shandiz**: Militant ouvrier à Téhéran, Mehdi a été arrêté en janvier 2012.

**Shahrokh Zamani** : Membre du Comité de Suivi pour la Constitution d'Organisations Ouvrières Libres en Iran. Arrêté en janvier 2012.

**Mohammad Jarahi** : Membre du Comité de Suivi pour la Constitution d'Organisations Ouvrières Libres, Mohammad a été arrêté en janvier 2012.

**Mohammad Hosseini** : Militant ouvrier dans la ville de Damavand au nord de l'Iran. Il a été arrêté fin décembre 2011.

**Reza Shahabi**: Membre du bureau exécutif du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue. Arrêté en juin 2010, il est actuellement hospitalisé suite à une grève de la faim de dix jours et doit ensuite retourner en prison.

**Ebrahim Madadi** : Secrétaire du Syndicat des Travailleurs de la Compagnie de Bus de Téhéran et Banlieue. Il a été arrêté en décembre 2008 et est détenu à la prison de Rajai Shahr.

**Behnam Ebrahimzadeh** : Militant ouvrier et défenseur des droits humains, membre du Comité de Suivi pour la Constitution d'Organisations Ouvrières Libres en Iran. Il a été arrêté en juin 2010 et condamné à six ans de prison pour activités syndicales.

**Ali Nejati** : Dirigeant du Syndicat des Travailleurs de la Canne à Sucre de Haft Tapeh. Il a été arrêté le 12 novembre 2011 et purge une peine d'un an de prison pour activité syndicale.

**Rasoul Bodaghi** : Membre du Syndicat des Enseignants, il purge une peine de six ans de prison pour activités syndicales.

■ **Free Them Now! Campagne pour la Libération des Travailleurs Emprisonnés en Iran, 31 janvier 2012**

Pour plus d'informations, contactez :  
Shahla\_Daneshfar@yahoo.com ou Bahram.Soroush@gmail.com



## Lutte face à la répression à Sanandaj

Le 5 janvier 2012, Mozaffar Saleh Nia, un militant ouvrier connu et respecté, membre du Bureau Exécutif du Syndicat Libre des Ouvriers Iraniens, a pris contact avec les autorités du régime islamique à Sanandaj (Kurdistan d'Iran) pour déposer une plainte concernant le fait qu'aucun service social n'est assuré aux gens qui, à cause de leur pauvreté extrême, sont forcés de vivre dans la rue avec une boîte en carton pour seul abri. Suite à cela, il a été arrêté. A peine trois jours plus tard, le 8 janvier 2012, un autre militant ouvrier, membre du bureau exécutif du Syndicat Libre des Ouvriers Iraniens, Sharif Saed Panah, a été arrêté. Suite à ces scandaleuses arrestations de militants ouvriers, les familles et amis des militants arrêtés ainsi que la population de Sanandaj ont commencé à protester. Autour de Sanandaj, les travailleurs ont commencé à faire circuler une pétition signée ouvertement de leurs noms pour demander la libération des travailleurs arrêtés et détenus sans aucune charge. La pression a marché : Mozaffar Saleh Nia et Sharif Saed Panah ont été libérés de prison le 19 janvier mais, plutôt que d'être libérés sans condition, ils l'ont été sous caution en attente du procès.

## Télécharger le communisme

Le capitalisme invente des choses merveilleuses, mais qui lui posent bien des problèmes. Il fut un temps où l'on trouvait merveilleux d'enregistrer un morceau de musique à la radio sur une K7 ou de copier le disque d'un copain, ou encore de photocopier un bouquin complet, de préférence en perruquant sur un copieuse professionnelle, plutôt que de l'acheter.

Aujourd'hui, pour peu qu'on ose braver les sacro-saintes lois sur la propriété intellectuelle, tout ça peut être fait en quelque clics sur un ordinateur, voir un simple téléphone. Après tout, acheter un ordinateur, avoir une connexion internet ou un téléphone, non seulement sont parfaitement légaux, mais rapportent des profits énormes aux entreprises concernées. Mais cela lèse les droits des éditeurs de musique ou de livres, qui ne cessent de réclamer des lois pour les protéger et des accords pour maintenir leurs profits. La contrefaçon des œuvres de l'esprit est certes aussi vieille que le capitalisme, si l'on en croit les déboires des imprimeurs de l'ancien régime face à la contrefaçon de leurs livres, mais jamais de tels moyens n'ont été offerts pour que celle-ci se transforme en une activité normale de la vie quotidienne. De nombreuses pistes ont été explorées, comme l'ont montré en France les débats passionnés sur la

loi Hadopi, pour prendre acte de cette banalisation et la réintégrer dans le circuit normal du capital. Aux États-Unis, il est relancé par le vote de la loi « stop online piracy act » (*stop online piracy act*) et la fermeture du site megaupload. Sans rentrer dans le détail de ces affaires, on voit ici à l'œuvre un phénomène que Marx avait déjà bien décrit : le capitalisme crée une contradiction croissante entre ce qu'il est capable de produire et les rapports de propriétés qui lui sont nécessaires. D'un côté, il est capable de créer de système de reproduction des données qui rendent la maîtrise de la propriété intellectuelle illusoire, et de l'autre, il ne peut sans contredire l'un de ses fondements, c'est-à-dire l'existence de la propriété privée, abandonner tout revendication sur celle-ci.

En apparence, c'est une lutte sans merci entre concurrents, entre ceux qui produisent les machines ou les réseaux, et ceux qui produisent des œuvres reproductibles, prenant les usagers en otage de leur guerre pour le profit, dans une débauche de lois inapplicables ; mais en réalité, c'est le capitalisme qui touche du doigt ses propres limites : une société fondée sur la gratuité est prête à éclore. Ses bases existent déjà. Ils ne nous reste plus qu'à lui donner vie en achevant la vieille société bourgeoise.

■ Nicolas Dessaux